

Les entreprises à haute intensité de savoir profitent des frontaliers

À la suite de l'introduction de la libre circulation des personnes, la Suisse a surtout accueilli des frontaliers hautement qualifiés. Contrairement aux appréhensions, il n'y a guère eu d'effets d'éviction mesurables. *Andreas Beerli, Michael Siegenthaler*

Abrégé La libre circulation des personnes a provoqué une nette augmentation de l'emploi de frontaliers dans les régions limitrophes. Ces travailleurs sont toutefois restés l'exception plus à l'intérieur du territoire, même après 2002. Une comparaison des entreprises et des travailleurs entre les régions proches et éloignées de la frontière révèle le poids des frontaliers pour l'économie suisse. L'accès à des travailleurs en majorité hautement qualifiés, facilité par la libre circulation des personnes, a surtout profité aux entreprises suisses demandeuses d'une main-d'œuvre qualifiée. Certaines d'entre elles ont développé leurs activités de recherche et développement, sont devenues plus innovantes et productives, ont augmenté leurs exportations et ont amélioré la qualité de leurs produits. La création d'emplois et d'entreprises explique pourquoi la pression de l'immigration transfrontalière n'a guère eu d'effets négatifs mesurables sur la main-d'œuvre indigène – du moins dans les années 2000.

Les avis divergent quant à l'importance économique des travailleurs frontaliers : dans un sondage mené en 2013 par BAK Economics, plus de 70 % des entreprises consultées déclaraient que le personnel qualifié européen était important, voire « irremplaçable » pour leur succès économique¹. À l'inverse, certaines voix craignaient que le recours accru à la main-d'œuvre frontalière engendre des effets d'éviction notables et une pression salariale au détriment des travailleurs indigènes². Quels constats peut-on donc faire d'un point de vue scientifique quant à l'importance des frontaliers pour l'économie suisse ?

À première vue, le rôle des frontaliers sur le marché du travail est relativement faible. Fin 2019, l'Office fédéral de la statistique (OFS) recensait 339 000 frontaliers, soit moins de 7 % des actifs occupés de Suisse³. Pour évaluer le poids économique des frontaliers, il est toutefois impératif de tenir compte de leur évolution dans le temps et de leur concentration spatiale. Premièrement, le nombre de frontaliers a augmenté

de presque 150 % depuis 1999, contre « seulement » 30 % pour la population active totale. Leur part d'emploi a donc à peu près doublé en 20 ans. Deuxièmement, les frontaliers travaillent – par la force des choses – principalement dans des zones proches de la frontière.

Une étude récente sur les effets de la libre circulation des personnes sur l'immigration, le marché du travail et les entreprises en Suisse⁴ montre à quel point la concentration spatiale des frontaliers est forte. En 2010, pas moins de trois salariés sur dix étaient des frontaliers dans les entreprises situées à moins de dix minutes en voiture du poste-frontière le plus proche, tandis que leur proportion était pratiquement nulle dans les entreprises localisées à plus d'une demi-heure de la frontière (voir *illustration*, p. 20).

Une introduction progressive

Un examen des effets de l'augmentation du nombre de frontaliers consécutive à la libre circulation des personnes permet de tirer des conclusions quant au poids économique de ces travailleurs. Entré en vigueur en 2002, cet accord bilatéral passé avec l'Union européenne a progressivement ouvert le marché suisse du travail aux frontaliers et offert un accès complet dans les zones frontalières dès 2004 déjà.

Dans ces régions, la part d'emploi frontalier a alors sensiblement augmenté. Cette catégorie de travailleurs est en revanche restée l'exception dans les régions plus éloignées, bien qu'elle puisse exercer une activité lucrative sur l'ensemble du territoire suisse depuis 2007. L'impact de la libéralisation a donc été plus rapide et plus prononcé sur les marchés du travail proches de la frontière.

1 BAK Economics (2013).

2 Blick (2018).

3 Afin d'exclure les effets liés à la pandémie de coronavirus, seuls les chiffres antérieurs à fin 2019 ont été explicitement pris en compte.

4 Beerli et al. (2020). Voir aussi le résumé de l'étude par les auteurs sur YouTube « Die Personenfreizügigkeit und der Schweizer Arbeitsmarkt ».



Les entreprises technologiques proches de la frontière ont particulièrement profité de la libre circulation des personnes. Le Campus Biotech à Genève.

Ce contexte a été utile pour l'analyse : celle-ci s'est arrêtée sur l'évolution des salaires et de l'emploi de la main-d'œuvre indigène ainsi que sur la situation des entreprises dans les régions frontalières par rapport au reste de la Suisse – avant et après l'ouverture du marché du travail. La libre circulation des personnes a créé des conditions quasi idéales pour une comparaison scientifique solide : il a été possible de comparer l'évolution de la situation dans les régions fortement touchées proches de la frontière et dans des « régions comparables » moins touchées à l'intérieur du territoire suisse.

Une pression salariale très faible

À la suite de l'ouverture du marché du travail, les entreprises suisses se sont mises à employer davantage de frontaliers, mais également plus d'étrangers en général. Les frontaliers n'ont donc pas évincé les étrangers résidant en Suisse. Les nouveaux frontaliers se sont surtout retrouvés dans des domaines hautement qualifiés, deux tiers d'entre eux disposant d'un diplôme d'une université ou d'une haute école spécialisée.

Comment l'augmentation de l'emploi frontalier a-t-elle affecté les salaires et l'emploi des travailleurs indigènes ? Des analyses descriptives avec des données salariales complètes de l'OFS montrent que la rémunération des

frontaliers n'est – à profession, formation, ancienneté et expérience égales – que légèrement inférieure à celle des travailleurs indigènes. L'écart salarial inexplicé de -1,5 % est loin des quelque 8 % qui prévalent entre les femmes et les hommes en Suisse⁵. Cette situation contredit a priori une forte pression salariale due aux frontaliers.

La comparaison de l'évolution du marché de l'emploi des travailleurs indigènes dans les régions respectivement proches et éloignées de la frontière n'a d'ailleurs pas révélé d'effets d'éviction systématiques. Leur rémunération et leur emploi y ont évolué de façon similaire. De légers effets d'éviction ne peuvent certes pas être exclus pour les actifs peu qualifiés (notamment dans les secteurs traditionnels des services comme l'hôtellerie et la restauration), mais il n'y a pas de réelle preuve statistique allant dans ce sens. Les salaires des travailleurs indigènes hautement qualifiés ont en revanche davantage augmenté à proximité de la frontière. Ce résultat contredit la théorie : comme les travailleurs frontaliers immigrés sont également hautement qualifiés, on s'attendrait à ce que ce soit eux qui subissent la plus forte pression salariale.

De nombreux tests ont corroboré la solidité des résultats. Ils ont montré qu'ils ne sont pas induits par certaines villes frontalières ou

5 OFS (2019).

certains secteurs dominants comme la pharma. Comment dès lors expliquer que les salaires et l'emploi indigènes n'ont pas été mis sous pression malgré une concurrence accrue sur le marché du travail? La réponse est simple: les entreprises ont prospéré et créé davantage de postes.

Pour mieux s'en rendre compte, il faut revenir à la fin des années 1990, juste avant la libre circulation des personnes. Le marché du travail était alors asséché. Le taux de chômage se situait sous les 2% et plus d'un tiers des entreprises déploraient que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée entravait leur croissance.

À la suite de l'ouverture du marché du travail, les entreprises ont eu moins de difficultés à recruter le personnel voulu. Les évaluations empiriques de l'étude montrent ainsi que la libre circulation des personnes a provoqué une hausse de l'emploi. Les entreprises des régions frontalières actives dans l'industrie de haute technologie (machines, électronique, biotechnologie) et les secteurs de services à forte intensité de connaissances (services financiers, conseil) ont connu une croissance particulièrement forte. Celles qui se plaignaient surtout du manque de personnel qualifié dans les sondages des années 1990 ont également progressé. L'étude a par ailleurs permis de constater que l'ouverture du marché du travail à proximité de la frontière s'est traduite par une plus forte création de nouvelles entreprises – peut-être en raison de l'accès facilité à la main-d'œuvre

qualifiée. Et là encore, surtout dans l'industrie de haute technologie et les secteurs de services à forte intensité de connaissances.

L'accès facilité aux frontaliers a par ailleurs non seulement permis aux entreprises de prospérer et de se multiplier, mais également de devenir dans certains cas plus productives et innovantes. Le recours facilité aux chercheurs étrangers et la pénurie de compétences moins prononcée ont dynamisé les performances d'innovation des entreprises proches de la frontière. Les divisions de recherche et développement et le nombre de demandes de brevets y ont affiché après 2002 une croissance sensiblement plus forte qu'à l'intérieur du territoire. Selon une étude récente, l'augmentation du nombre de brevets est exclusivement le fait de groupes de recherche associant travailleurs indigènes et frontaliers⁶, ce qui prouve que le savoir-faire des frontaliers est venu compléter celui des travailleurs indigènes.

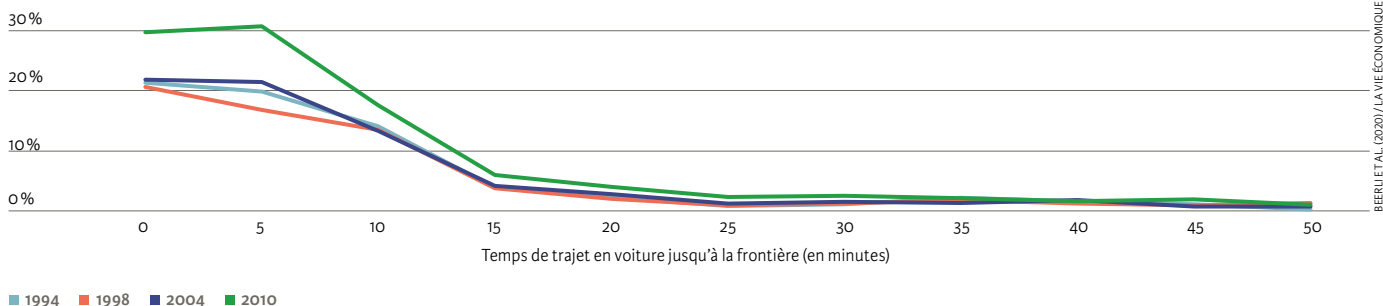
Échange de connaissances

Une autre étude approfondie⁷ a montré que l'accès amélioré aux frontaliers avait aussi profité aux exportations suisses: près de 10% de la progression des exportations suisses entre 1996 et 2010 est lié aux entreprises des régions frontalières. Ces dernières ont pu augmenter la qualité de leurs exportations, essentiellement grâce à l'utilisation plus efficace de produits semi-finis de meilleure qualité

6 Cristelli et Lissoni (2020). Voir également l'article de Matthias Niggli, Christian Rutzer et Rolf Weder (université de Bâle) dans ce numéro (p. 14–17).
7 Ariu (2020).

Part de frontaliers, selon la distance par rapport à la frontière (1994–2010)

40% Part de frontaliers par rapport au total de l'emploi en 1998



Le graphique présente le nombre de travailleurs frontaliers pour l'année considérée relativement à la situation de l'emploi en 1998 dans les régions limitrophes de la Suisse. Les analyses se basent sur les données de l'Enquête suisse sur la structure des salaires à l'échelon communal menée par l'OFS. Les données à l'échelon communal ne sont pas disponibles pour les années plus récentes.

fournis par les pays voisins. Il est possible que les connaissances des frontaliers sur des fournisseurs dans leur pays d'origine aient permis d'optimiser les chaînes de valeur.

Les observations relatives aux effets de la libre circulation des personnes suggèrent donc que les frontaliers ont contribué à accroître la compétitivité des entreprises suisses proches des frontières. Par ailleurs, rien ne prouve l'existence d'effets d'éviction systématiques sur le marché du travail – du moins pas dans la décennie suivant l'introduction de la libre circulation des personnes et pour l'ensemble de la Suisse.

Et de l'autre côté de la frontière ?

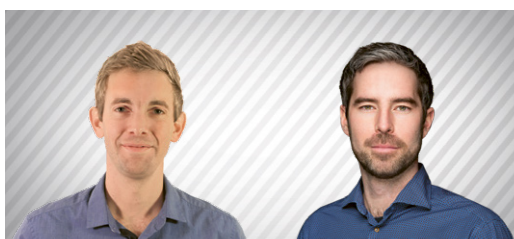
Mais quels effets la libéralisation de la mobilité transfrontalière a-t-elle eus sur les entreprises et les salaires dans les régions étrangères proches de la frontière ? Les premiers résultats d'une étude⁸ sur la zone limitrophe française suggèrent que l'ouverture de la frontière a fait progresser les revenus des frontaliers de l'Hexagone, mais aussi des travailleurs peu qualifiés restés sur place. Cela pourrait

s'expliquer par la concurrence salariale accrue entre les entreprises suisses et françaises.

Pour la zone frontalière italienne, une autre étude⁹ montre que la perte de frontaliers hautement qualifiés a entraîné une baisse de la productivité et des salaires moyens dans les entreprises établies en Italie. L'effet est particulièrement fort dans celles à forte intensité de connaissances. Il se peut que la compétitivité accrue des entreprises en Suisse ait en partie été acquise au détriment de celle des entreprises étrangères implantées près de la frontière.

8 Hafner (2020).

9 Dicarolo (2020).



Andreas Beerli

Collaborateur scientifique, Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ)

Michael Siegenthaler

Chef de la section Marché suisse du travail, Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ)

Bibliographie

Ariu A. (2020). « Foreign workers, product quality and trade: Evidence from a natural experiment ». *CESifo and AUEB-LINER Conference on the role of institutions and policies in firm exporting Munich*, 5–6 novembre 2020.

BAK Economics (2013). *Bedeutung der Personenfreizügigkeit aus Branchensicht: Ergebnisse einer Unternehmensbefragung*. Décembre.

Beerli A., Ruffner J., Siegenthaler M. et Peri G. (2020). *The abolition of immigration restrictions and the performance of firms and workers: Evi-*

dence from Switzerland. Août, article à paraître aussi dans l'« American Economic Review ».

Blick (2018). *Seco-Studie zur Personenfreizügigkeit: Grenzgänger gefährden Schweizer Löhne*. 5 octobre.

Cristelli G. et Lissoni F. (2020). « Free movement of inventors: Open-border policy and innovation in Switzerland ». *MPRA Paper*, N° 104120.

Dicarolo E. (2020). *How do firms adjust to negative labor supply shocks? Evidence from migration outflows*. Mimeo.

Hafner F. (2020). *Labor market competition, wages and worker mobility*.

OFS – Office fédéral de la statistique (2019). *Lohnunterschiede zwischen Frauen und Männern: Evaluation alternativer statistischer Methoden und der Integration weiterer Faktoren aus administrativen Registern der Schweiz*.